



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHE PUBLIC A PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**Marché de Coordination Sécurité Protection de la
Santé Catégorie 1 sur le périmètre du projet de
doublement de l'écluse des Fontinettes**

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
37, rue du Plat
BP 725
59034 LILLE Cedex

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Contenu de la mission du CSPS	4
1.3 - Type et décomposition du marché	5
1.4 - Prestations complémentaires à bons de commande	6
1.5 - Réalisation de prestations similaires	6
2 - Pièces contractuelles	7
3 - Intervenants	7
3.1 - Autres intervenants	7
3.2 - Pouvoir adjudicateur et ses représentants	8
3.3 - Cotraitance	8
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	8
5 - Durée et délais d'exécution	9
5.1 - Durée du marché	9
5.2 - Délai d'exécution du marché à tranches	10
5.3 - Délais d'exécution des prestations à bons de commande	10
6 - Prix	11
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	11
6.2 - Modalités de variation des prix	11
7 - Garanties Financières	12
8 - Avance	12
8.1 - Conditions de versement et de remboursement	12
8.2 - Garanties financières de l'avance	13
9 - Modalités de règlement des comptes	13
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	13
9.2 - Présentation des demandes de paiement	13
9.3 - Délai global de paiement	14
9.4 - Paiement des cotraitants	14
9.5 - Paiement des sous-traitants	14
10 - Conditions d'exécution des prestations	14
10.1 - Autorité du coordonnateur SPS	15
10.2 - Moyens donnés au coordonnateur SPS	15
10.3 - Obligations du coordonnateur SPS	16
10.4 - Désignation de suppléants au coordonnateur	17
10.5 - Modifications techniques	17
10.6 - Arrêt de l'exécution des prestations	17
10.7 - Achèvement de la mission	17
11 - Développement durable	18
11.1 - Clause sociale	18
11.2 - Clause environnementale	18
12 - Garantie des prestations	19
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	19
14 Pénalités	19
14.1 - Dispositions générales	19
14.2 - Pénalités de retard dans l'exécution des prestations et remise des documents	20
14.3 - Pénalités pour absence à une réunion ou visite de chantier	20
14.4 - Autres pénalités spécifiques	21
15 - Responsabilités et assurances	22

15.1 - Responsabilités	23
15.2 - Assurances de responsabilité civile de droit commun	23
15.3 - Dispositions communes.....	23
16 - Résiliation du contrat.....	23
16.1 - Conditions de résiliation du marché	23
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	24
18 - Règlement des litiges et langues	24
19 - Clauses complémentaires	24
20 - Dérogations	26

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent des missions de prestations intellectuelles permettant de doter l'Unité Opérationnelle de Lille de la Direction de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrage de Voies Navigables de France, d'un Coordonnateur SPS de niveau1 dans le cadre de l'opération de doublement de l'écluse des Fontinettes.

Lieu(x) d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est localisé sur le périmètre propre au projet de doublement de l'écluse des Fontinettes, sur la commune d'Arques (62).

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.2 - Contenu de la mission du CSPS

Le présent marché de Coordination Sécurité Protection de la Santé catégorie 1 (CSPS catégorie 1) porte sur le projet de doublement de l'écluse de Fontinettes : le marché de travaux principaux et les marchés connexes (géotechnique, archéologique, travaux préparatoires, travaux environnementaux, etc...).

Néanmoins, sur ce même périmètre géographique, plusieurs projets connexes sont en cours d'étude, notamment ceux liés à la gestion de la ligne d'eau de référence (Station de pompage Fontinettes, Batavia et By-pass Flandres), à la régénération de la tête aval de l'écluse existante, ainsi qu'au suivi et à la réparation des désordres du terre-plein.

Dans ce contexte, le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé (CSPS) pourra être sollicité pour assurer une coordination efficace entre ces différentes opérations et le projet de doublement de l'écluse des Fontinettes. Son rôle pourra inclure entre autres l'identification et la gestion des interfaces potentielles, l'évaluation des risques liés à la coactivité, ainsi que la mise en œuvre des mesures nécessaires pour garantir la sécurité des intervenants sur l'ensemble du site.

Le présent marché est constitué des éléments de missions suivants :

- **Phase conception : AVP phase 2, PRO, ACT**
 - EM n° 1 - Préparation liminaire;
 - EM n° 2 - Analyse de risques;
 - EM n° 3 - Participation aux réunions d'étude et avis sur les documents d'étude de la maîtrise d'œuvre (AVP Phase 2) ;
 - EM n° 4 - Participation aux réunions d'étude et avis sur les documents d'étude de la maîtrise d'œuvre (PRO) ;
 - EM n° 5 - Établissement du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
 - EM n° 6 - Ouverture du Registre Journal de Coordination (RJC) ;
 - EM n° 7 - Constitution des Dossiers d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO) ;
 - EM n° 8 - Rédaction du projet de règlement du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) ;
 - EM n° 9 - Participation à l'élaboration des DCE (phase ACT);
 - EM n° 10 - Analyse des offres des entreprises travaux (phase ACT) ;
 - EM n° 11 - Établissement de la déclaration préalable (phase ACT).

- **Phase réalisation : Travaux, AOR/réception, GPA**

- EM n° 12 - Visites d'inspection préalable et avis sur les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS);
- EM n° 13 - Mise à jour Plan Général de Coordination (PGCSPS);
- EM n° 14 - Tenue du Registre Journal de la Coordination (R.J.C);
- EM n° 15 - Mise à jour et élaboration définitive du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (D.I.U.O.);
- EM n° 16 - animation du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) ;
- EM n° 17 - Avis sur les documents d'exécution des ouvrages (DOE);
- EM n° 18 - Interférences avec les activités d'exploitation;
- EM n° 19 - suivi AOR/Réception (avis préalable à la réception, complétude du DIUO, levée des réserves);
- EM n° 20 - suivi GPA.

D'autres missions peuvent éventuellement compléter les interventions du coordonnateur CSPS. Elles concernent des visites et interventions ponctuelles supplémentaires. L'intervention du coordonnateur CSPS pourra aussi être sollicitée pour des besoins spécifiques de la MOA (operations connexes, expertise ponctuelle sécurité, avis sur documents non compris dans la partie forfaitaire, action spécifique de prévention, participation à une réunion élus/public, visite chantier sur des marchés périphériques (ex : géotechnique, pollution, archéologie préventive, pyrotechnie, etc.) :

- EM n° 21 - Visites inopinées sur le chantier (hebdomadaire)
- EM n° 22 - Réunions de chantier (toutes les 2 semaines)
- EM n° 23 - Participation CSPS à une réunion spécifique non prévue dans les missions forfaitaires
- EM n° 24 - Intervention du CSPS - demi-journée
- EM n° 25 - Intervention du CSPS - journée complète
- EM n° 26 - Plus-value pour une heure en horaire décalé (nuit et week-end)

Le contenu des éléments de mission est détaillé dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.3 - Type et décomposition du marché

Le présent marché prendra la forme à prix mixte, comprenant une part forfaitaire (TF et TO1) et une part à bon de commande (visites et interventions ponctuelles supplémentaires sur des besoins spécifiques de la MOA). Il est passé en application des articles R.2112-4, R.2112-6, R.2113-4, R.2113-5, L.2125-1, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14, R.2191-11 et R.2191-12 du code de la commande publique.

Le marché est structuré en tranches, avec une tranche ferme pour les prestations essentielles et la tranche optionnelle pour la phase d'exécution :

Désignation des tranches		Éléments de mission
Tranche Ferme - TF	Phase conception : AVP phase 2, PRO, ACT	EM 1 à 11
Tranche Optionnelle 1 - TO1	Phase réalisation : Travaux, AOR/réception, GPA	EM 12 à 20

Le délai limite de notification, par décision du RPA, d'affermissement de la tranche optionnelle est au plus tard de 12 mois à compter de la date de réception de la dernière mission (EM N°11) de la tranche ferme et validation de la phase ACT.

La décision d'affermissement sera notifiée par ordre de service transmis de manière dématérialisé.

Le marché comprend dans le cadre des éléments de missions N°21 à 26, des prestations qui pourront faire l'objet de bon(s) de commande établis sur la base des prix unitaires prévus au bordereau des prix unitaires. La partie à bons de commande est conclue sans montant minimum et avec un montant maximum de 100 00€ HT. Le délai d'exécution afférent à chaque commande sera précisé dans les bons de commande.

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.4 - Prestations complémentaires à bons de commande

Dans le cadre de ses missions, le CSPS pourrait être amené à réaliser les prestations suivantes faisant l'objet de bon(s) de commande spécifique établis sur la base des prix unitaires prévus au bordereau des prix unitaires :

- Visites inopinées sur le chantier (hebdomadaire)
- Réunions de chantier (toutes les 2 semaines)
- Participation CSPS à une réunion spécifique non prévue dans les missions forfaitaires
- Intervention du CSPS - demi-journée et/ou journée complète
- Plus-value dans le cas d'une intervention du CSPS pour une heure en horaire décalé (nuit et week-end)

Désignation	Éléments de mission
Prestations spécifiques à bon de commande (visites et interventions ponctuelles)	EM 21 à 26

Cette partie à bons de commande est sans montant minimum et avec un montant maximum de 100 000 € HT.

1.4.1 - Conditions d'attribution des bons de commande

VNF est susceptible de notifier en simultané plusieurs bons de commande. Seuls les bons de commande signés par le représentant de l'acheteur pourront être honorés par le titulaire. Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- La référence du marché
- La désignation et la nature des prestations
- La quantité commandée par nature
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC
- Le lieu d'exécution et son point de départ
- Les conditions d'exécution
- L'adresse de facturation

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur sous forme d'un envoi dématérialisé.

1.5 - Réalisation de prestations similaires

Sans objet

2 - Pièces contractuelles

Les pièces qui régissent la réalisation des prestations sont énumérées ci-dessous, le Titulaire déclare en avoir pris connaissance et accepter toutes les clauses qu'elles comportent.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives et contractuelles du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, daté et signé par les représentants habilités des parties, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par mise au point ou par avenant :
 - Annexe 1 : Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires (BPUF)
 - Annexe 2 : Déclaration de sous-traitance le cas échéant (non fournie au marché)
 - Annexe 3 : Répartition des montants par éléments de missions et par membres du groupement
 - Annexe 4 : Engagement individuel de confidentialité
 - Annexe 5 : Cession de créance ou nantissement le cas échéant (non fournie au marché)
 - Annexe 6 : Équipe dédiée
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Annexe 1 : Registre Journal de la Coordination (RJC)
 - Annexe 2 : Dossier d'Intervention Ulérieur sur l'Ouvrage (DIUO)
 - Annexe 3 : Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (PGCSPS)
 - Annexe 4 : Plan de Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (PPSPS)
 - Annexe 5 : Collège Inter-entreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT)
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) JORF n°0078 du 1 avril 2021 Texte n°21 NOR : ECOM2106874A ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- Les ordres de services ;
- Les bons de commande émis.

3 - Intervenants

Les interlocuteurs opérationnels privilégiés du Titulaire sont le directeur de projet, le chef de projets et chargée d'études de la DIMOA/UO de Lille en charge de la mission Fontinettes mais aussi le cas échéant les personnes de l'UTI Flandres-Lys.

Dans le cadre de l'opération du doublement de l'écluse des Fontinettes, le titulaire pourra être amené à interagir avec des intervenants externes à VNF.

3.1 - Autres intervenants

Dans le cadre de ses projets, VNF fait appel à des bureaux d'étude extérieur pour l'assister dans la conduite du projet. Ainsi, le titulaire pourra être amené à interagir ou à tenir compte des observations/demandes des Assistants à Maitrise d'Ouvrage (AMO), du Maître d'Œuvre (MOe), des prestataires de reconnaissances terrain (sondages, prélèvements, topographie, bathymétrie, etc...).

3.2 - Pouvoir adjudicateur et ses représentants

Le pouvoir adjudicateur est Voies Navigables de France, représenté par sa directrice générale.

Pour la réalisation de la consultation et le suivi de l'exécution du présent marché, le rôle du représentant du pouvoir adjudicateur est délégué à Monsieur le directeur de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrage (DIMOA) de VNF.

Ainsi, pour l'exécution de ce marché, le représentant du pouvoir adjudicateur est Monsieur le directeur de la DIMOA ou son représentant ayant délégation au sein de de l' Unité Opérationnelle de Lille.

3.3 - Cotraitance

Le marché sera conclu :

- soit avec un entrepreneur unique ;
- soit avec des entrepreneurs groupés ;

Sous réserve du respect des règles relatives à la liberté des prix et à la concurrence et des exigences de l'article R2142-19 et suivants du CCP, les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidat sous forme de groupement :

- soit conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché. Le mandataire sera solidaire.
- soit solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché.

Chaque candidat ne pourra remettre, pour la présente consultation, qu'une seule offre en agissant en qualité soit de candidat individuel, soit de membre d'un groupement. VNF se réserve le droit avant la signature du marché de demander la transformation du groupement conjoint en groupement solidaire.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure. Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation du pouvoir adjudicateur un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

En cas de groupement ou de sous-traitance, les documents relatifs aux capacités des candidats et critères de sélection des candidatures sont à fournir pour chaque membre du groupement et pour chaque sous-traitant, à l'exception du formulaire DC1. Pour se prévaloir des capacités professionnelles, techniques et financières d'un sous-traitant déclaré au stade de la remise de l'offre, le candidat doit remettre pour chaque sous-traitant la déclaration de sous-traitance modèle DC4, complétée, datée et signée par les personnes habilitées à représenter l'opérateur économique.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura la connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de VNF, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage,

ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

En cas de sous-traitance, il revient au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent marché.

Le prestataire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché. Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation expresse, être transmis ou divulgués, même à titre gratuit, à des tiers.

Les prestations sont soumises aux mesures de sécurité suivantes :

La sécurité au travail est une priorité absolue pour VNF. Le titulaire s'engage en ce qui concerne son personnel, et celui de ses éventuels sous-traitants, à respecter les règles en vigueur sur le lieu d'exécution des prestations en matière de conditions de travail, de santé, d'hygiène, de sécurité et d'environnement, ainsi que la législation applicable en la matière. Le titulaire s'engage tant pour lui que pour ses éventuels sous-traitants à :

- faciliter la coordination de l'exécution des prestations avec les activités de VNF et celle des tiers intervenant sur le lieu d'exécution,
- prévenir les risques de dommages aux personnes et aux biens lors de l'exécution des prestations.

Le titulaire fait cesser, immédiatement et à ses frais, toute situation ou activité dangereuse ou nuisible pour la santé, l'hygiène, la sécurité ou l'environnement dont il a le contrôle.

Le titulaire doit tenir propre et en ordre les lieux de travail sur lesquels il intervient.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du marché

La durée du marché court de sa notification à la plus tardive des dates suivantes :

- L'expiration du/des délai(s) de "Garantie de Parfait Achèvement" (G.P.A. prévue à l'article 44.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux);
 - La levée de la dernière réserve;
 - L'achèvement de la tranche optionnelle, si elle est affermie;
- ou lorsque le RPA décide que les obligations contractuelles du titulaire sont globalement remplies.

Dans ces conditions, la durée globale prévisionnelle du marché est estimée à 96 mois, soit 8 ans à compter de l'ordre de service de démarrage de la tranche ferme. Elle comprend l'ensemble des phases du marché et tient compte de l'évolution éventuelle du planning de l'opération.

5.2 - Délai d'exécution du marché à tranches

L'opération se décompose comme suit : Tranches/Éléments de mission	Délai	Durée globale prévisionnelle*
Tranche ferme - EM N°1 à 11	à compter de la notification du marché jusqu'à la validation de l'EM N° 11 et de la phase ACT de l'opération.	24 mois
Tranche Optionnelle 1- EM N° 12 à 20	à compter de la décision d'affermissement jusqu'à la levée de réserves et de garanties particulières.	72 mois
Total		96 mois

** L'exécution des éléments missions débute à compter de la date fixée par ordre de service. Les délais sont suspendus lors des périodes de relecture des rendus par le MOA et reprennent à l'envoi de l'ensemble des observations par le MOA.*

Durant le délai de chacune des missions, il est autorisé deux rendus intermédiaires avant le rendu définitif validé par le MOA sans que cela n'entraîne de pénalités. Pour chacun des rendus dit intermédiaires, un arrêt de délai global aura lieu pour la relecture du MOA. Le délai de la mission reprendra dès que les remarques seront transmises dans leur intégralité. Les échanges mails serviront de justificatifs pour l'arrêt et la reprise du délai.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

5.3 - Délais d'exécution des prestations à bons de commande

Par dérogation à l'article 13.1.2 du CCAG-PI, les délais d'exécution qui figurent dans le bon de commande (EM N°21 à 26), courent à compter de la plus tardive des dates entre :

- La date de la réception de la notification du bon de commande pour l'exécution des prestations correspondantes
- La date indiquée dans le bon de commande pour le démarrage de l'exécution des prestations correspondantes

Les différentes missions étant indépendantes les unes des autres, les différents bons de commande et leur délai d'exécution pourront se superposer sans que cela ne puisse justifier de délais supplémentaires pour leur exécution.

Les bons de commande peuvent être émis de manière dématérialisée pendant toute la durée du marché. Ils peuvent s'exécuter jusqu'à 6 mois au-delà du terme du marché. La durée d'exécution d'un bon de commande ne peut donc dépasser la fin d'exécution du marché augmentée de 6 mois.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page de garde de l'acte d'engagement ; ce mois est appelé " mois zéro ".

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul d'un acompte et du solde est donné par la formule ci-après :

$$C_n = 0.15 + 0.85 \times (I_n - 6 / I_0 - 6)$$

avec $I_0 - 6$ = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix moins 6 mois ;

$I_n - 6$ = Valeur de l'index de référence I prise au mois de chaque règlement prévu, moins 6 mois.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

Lorsque la valeur finale de l'index n'est pas connue à la date où doit intervenir un acompte, le pouvoir adjudicateur procède à un règlement provisoire sur la base de la dernière valeur d'index publiée. La révision définitive intervient sur le premier acompte du marché suivant la publication de la valeur finale de l'index correspondant.

6.3 - Contenu du prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais, charges, fournitures, matériels et sujétions du Titulaire.

A ce titre, conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-PI, les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation et doivent être établis en tenant compte de toutes sujétions et de tous les frais directs ou indirects impliqués par la réalisation parfaite de l'objet du marché.

Les prix auxquels font référence l'Acte d'Engagement comprennent ainsi toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations décrites dans le CCTP et autres prestations permettant d'atteindre les objectifs fixés.

Notamment, à titre indicatif et non exhaustif, sont réputés inclus dans les prix du marché :

- les frais d'assurances,
- les frais de secrétariat,
- les différentes réunions et l'établissement des comptes-rendus de réunions,
- les frais liés à l'obtention des différentes autorisations nécessaires,
- les documents et livrables exigés et les frais de reprographie, emballage, transport et/ou envoi jusqu'au lieu de livraison,
- les frais de traitement informatique des documents émis sur support informatique,
- les frais de déplacements et de logements,
- les frais afférents à l'application de l'article 17.4 du CCAG-PI,

- le coût de cession de droit de propriété intellectuelle,
- les frais généraux, marges pour risque et bénéfices,
- en cas de co-traitance, conjointe ou solidaire, toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations coordination et contrôle, ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances,
- en cas de sous-traitance, les frais de coordination et de contrôle de ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ces défaillances.

Le Titulaire, en tant que professionnel averti, doit tenir compte, dans l'établissement de son offre financière, des aléas et sujétions normalement prévisibles susceptibles d'être rencontrés en cours d'exécution. Les prix couvrent ainsi l'intégralité des prestations nécessaires pour mener les missions à bonne fin, dans les circonstances de complexité, de temps, de lieu et de délai des opérations que le Titulaire est réputé connaître.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Prestations Intellectuelles.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au Titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant des tranches diminuées du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct. L'avance s'applique pour chacune des tranches ferme, optionnelle ou bons de commande.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, de la tranche ou du bon de commande, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

L'avance n'est pas affectée par la mise en oeuvre de la clause de variation des prix.

Ce taux est fixé à 10,0 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant de l'initial de la tranche. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. À défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Le règlement des sommes dues au coordonnateur fera l'objet d'acomptes en fonction de l'avancement des missions sur la base d'un échéancier et d'un mémoire produit par le coordonnateur et conformément à la répartition des honoraires définie en annexe du marché.

Le projet de facturation doit être soumis au MOA pour vérification et validation avant toute demande de paiement adressé à VNF qui dispose d'un délai de 5 jours pour donner, par voie électronique ou papier, son accord ou formuler ses observations justifiées sur le projet de facturation. Dès réception de l'accord du MOA sur le projet de décompte, le Titulaire adresse à VNF la demande d'acompte selon les modalités de l'article 9.2 ci-dessous. VNF dispose ensuite d'un mois pour faire connaître par écrit au Titulaire toute demande de justifications complémentaires. Le Titulaire disposera alors de quinze jours pour faire connaître ses observations.

Pour le versement du solde, le coordonnateur adressera son projet de décompte à l'expiration de la période de garantie de parfait achèvement.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les informations :

- le code service "31"
- le numéro SIRET "VNF/ Direction de l'Ingénierie et de la Maitrise d'ouvrage : 130 017 791 00026"

Ainsi que les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;

- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13001779100026
- Code service : 31

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

La coordination sécurité interviendra dans les conditions définies ci-dessous.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur dans les conditions suivantes :

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG-PI, lorsque le marché prend la forme d'un bon de commande, sa notification consiste en l'envoi d'une copie du bon de commande.

10.1 - Autorité du coordonnateur SPS

En préalable, il est précisé que le coordonnateur a libre accès au chantier en respectant les principes de sécurité ainsi qu'au bureau de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre le cas échéant.

Le coordonnateur doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous les moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. Cette information doit être confirmée par écrit. Il est aussi fait mention de ces violations dans le Registre-journal de la Coordination (RJC).

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement ...), le coordonnateur doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. La notification de ces arrêts est consignée au Registre-journal de la Coordination. Les reprises décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur, sont également consignées dans le Registre-journal de la Coordination.

En cas de risques graves et immédiats, le coordonnateur SPS a autorité pour arrêter tout ou partie du chantier si les règles de sécurité, définies par le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) et lors des réunions du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) mettant en cause directement la vie des ouvriers, des usagers ou des riverains, ne sont pas respectées. Le coordonnateur SPS dispose alors d'un délai de 24 heures pour donner son accord de reprise des travaux après examen des mesures prises par l'entreprise. Le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre, les organismes de contrôle associés (CRAM, Inspection du Travail, OPPBTP) et le contrôle extérieur si nécessaire, sont tenus informés immédiatement (par fax par exemple) ainsi que le(s) responsable(s) de/des entreprise(s) de tout arrêt des travaux en précisant la date, l'heure et les raisons de cet arrêt.

Tout différend entre le coordonnateur SPS et l'un des intervenants cités à l'article 1 du présent CCTP est soumis au maître de l'ouvrage.

Tout différend entre le coordonnateur et l'un des intervenants du chantier est soumis au maître d'ouvrage.

10.2 - Moyens donnés au coordonnateur SPS

A - Libre accès

Le coordonnateur SPS a libre accès :

- au chantier en respectant les principes de sécurité ;
- aux bureaux de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre pour ses différentes réunions de chantier.

B. Obligations du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage communique au coordonnateur :

- avant de les approuver, tous les documents d'étude relatifs aux « Élément Avant-Projet » et « Élément Projet » ;
- le nom du ou des éventuels chefs d'établissement dont les activités interfèrent avec le chantier ;
- au fur et à mesure de leurs désignations, les noms et missions des intervenants mentionnés au présent document ainsi que des entrepreneurs et de leurs sous-traitants éventuels. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- la décision de constitution du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) ainsi que ses compléments éventuels ;
- la liste, tenue à jour, des personnes qu'il a autorisées à accéder au chantier.

Il informe le coordonnateur des réunions d'étude ou de chantier qu'il organise auxquelles ce dernier est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Il est destinataire des comptes-rendus de ces réunions.

Il remet au coordonnateur tous les documents nécessaires à l'établissement du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO) notamment le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) dès qu'il est établi.

C. Dispositions prises par le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage prend toutes dispositions pour que le coordonnateur puisse se faire communiquer tous documents et informations, nécessaires au bon déroulement de sa mission, par les différents intervenants concernés (entreprises, maître d'œuvre, bureau de contrôle technique ...) et en particulier :

- l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- tous les documents d'exécution des ouvrages ;
- les mesures d'organisation générale du chantier envisagées par le maître d'œuvre en vue de leur intégration dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- tout document qu'il juge utile pour examiner les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (PPSPS) ;
- les calendriers de l'exécution de l'ensemble des travaux, y compris les travaux de levées de réserves ;
- l'ensemble des documents et ordres de services relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la copie des déclarations d'accidents de travail ;
- par les entreprises, le nom de leurs représentants siégeant au Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT). ;
- par les différents cocontractants du maître d'ouvrage, la liste, tenue à jour, des personnes qu'ils autorisent à accéder au chantier ;
- par les différents titulaires des contrats de travaux qu'il a conclu, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- de l'intervention de toute entreprise au titre de la « garantie de parfait achèvement » prévue par l'article 44 du CCAG-Travaux.

Quant au maître d'œuvre, il doit communiquer au coordonnateur les mesures d'organisation générales du chantier. Il l'informe aussi de toutes les réunions d'étude ou de chantier organisées par le maître d'œuvre ou le responsable de l'OPC auxquelles il est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Le coordonnateur est destinataire des comptes rendus de ces réunions.

Aussi, il est informé de l'intervention de toute entreprise au titre de la « Garantie de Parfait Achèvement » (GPA) prévue par l'art. 44.1 du CCAG Travaux.

10.3 - Obligations du coordonnateur SPS

Sauf stipulations contraires du marché, les délais contractuels courent à compter de la date de notification du marché. Au fur et à mesure de l'avancement des prestations, il appartient au titulaire de signaler à VNF par écrit (télécopie, courrier électronique, etc... en s'adressant en priorité au point de contact mentionné dans les documents contractuels ou le bon de commande) des difficultés qu'il rencontre dans leur réalisation, avec des propositions pour les résoudre, en vue de l'exécution complète du marché. Le titulaire ne peut mettre en oeuvre ses propositions qu'après avoir obtenu l'accord écrit préalable de VNF.

Dès l'ouverture du chantier ou à la signature du marché (articles R. 4532-11 à 16 du Code du travail) un exemplaire de chacun des documents suivants doit être consultable sur le chantier :

Documents
Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC-SPS)
Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS)
Le registre-journal de la coordination SPS

10.4 - Désignation de suppléants au coordonnateur

La personne physique désignée par le titulaire pour exercer la mission de coordination en matière de SPS doit, en permanence pendant toute la durée du marché, posséder l'attestation requise par l'article R.4532-31 du Code du travail sous peine de résiliation immédiate du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché, la même personne physique comme coordonnateur. Ainsi, le titulaire ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci, qui n'est pas du fait du titulaire.

A la demande du maître d'ouvrage, des suppléants ont pu être désignés par le titulaire dans son offre et acceptés par le maître d'ouvrage. Dans ce cas, le remplacement de la personne physique se fera par un simple échange de courrier entre le titulaire du marché et le maître de l'ouvrage. Dans le cas contraire, la nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le maître d'ouvrage, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, dans les conditions suivantes :

- le titulaire propose au maître d'ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'avis prévu au premier alinéa à l'article 3.4.3 du CCAG-PI. Cette demande sera accompagnée de l'attestation de compétence de la nouvelle personne physique ;
- le maître d'ouvrage dispose d'un délai de 15 jours pour agréer le nouveau coordonnateur. L'accord du maître d'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique doit être impérativement formalisé par une décision écrite du pouvoir adjudicateur.
- si le maître d'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. À défaut ou si le maître d'ouvrage récusé également ce remplaçant la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 39 du CCAG-PI.

Le coordonnateur, ou à défaut le titulaire, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à tout nouveau coordonnateur désigné pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut au maître d'ouvrage. Il établit pour cela un procès-verbal dans un délai de 7 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage.

Le nouveau coordonnateur accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la Protection de la santé des Travailleurs.

10.5 - Modifications techniques

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

10.6 - Arrêt de l'exécution des prestations

En application de l'article 22 du CCAG-PI le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du contrat, à l'issue de chaque mission du prestataire définie au CCAP.

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, lorsque les prestations sont scindées en plusieurs parties techniques (phases, volets, missions...) à exécuter distinctement, le pouvoir adjudicateur peut décider de ne pas poursuivre l'exécution des prestations.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

10.7 - Achèvement de la mission

Après constatation des événements cités à l'article 5.1 du CCAP, l'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie par le RPA.

11 - Développement durable

11.1 - Clause sociale

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit.

La mise en œuvre de l'action d'insertion prévue correspond par défaut à un volume de 0 heure. Cet article est susceptible d'une mise à jour durant la période de consultation du présent marché.

Conformément à ses engagements en matière d'éthique, VNF tient tout particulièrement à respecter les principes et droits fondamentaux inscrits dans la Déclaration des Droits de l'Homme des Nations Unies, la Charte des Droits Fondamentaux de l'Union Européenne et les Conventions conclues dans le cadre de l'Organisation Internationale du Travail. Dans ce cadre, VNF applique ces principes à ces achats et, notamment, ceux relatifs au travail des enfants et au travail forcé ou obligatoire.

Le titulaire s'engage notamment à respecter les règles suivantes :

- ne pas faire travailler des enfants, ni avoir recours à toute autre forme de travail forcé ou obligatoire conformément aux principes de l'Organisation Internationale du Travail ;
- veiller à ce qu'il n'existe aucune forme de discrimination au sein de sa société ou vis à vis des tiers ;
- assurer pour tous ses employés des conditions de travail respectant la santé et la sécurité sur les lieux de travail ;
- respecter l'environnement lors de la conception, la fabrication, l'usage et la destruction ou le recyclage de produits et réduire l'impact négatif qu'il pourrait avoir sur l'environnement conformément à toute législation environnementale et de santé publique applicable, qu'elle soit nationale, européenne ou internationale ;
- Ne s'engager dans aucune forme de corruption.

Ces obligations s'appliquent au titulaire mais aussi à ses éventuels sous-traitants.

11.2 - Clause environnementale

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit:

- Signataire de la charte de Développement durable des Établissements Publics, VNF est particulièrement attaché au respect des principes du développement durable. La politique de développement durable de VNF vise à intégrer les meilleures pratiques sociales environnementales et sociétales dans l'ensemble de ses activités d'exploitation, de développement ou administratives.
- VNF s'engage à intégrer les meilleures pratiques environnementales : l'établissement souhaite dans ce cadre, la plus grande vigilance du titulaire au regard des principes de responsabilité sociale et environnementale de l'entreprise.

Le titulaire peut notamment s'appuyer sur les principes énoncés dans les documents de référence suivants:

- Recommandation de l'AFNOR publiées dans le guide « SD 21 000 » ;
- Principes directeurs de l'OCDE relatifs à la responsabilité des entreprises (révisés en 2000) ;
- Les principes du projet de Norme pour la Responsabilité Sociétale des organisations (ISO 26000) ;
- Les normes de management pour l'amélioration continue, en particulier en matière d'environnement.

12 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 30 du CCAG-PI.

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif et définitif au profit du pouvoir adjudicateur.

Pour les prestations d'étude ou pour la création de produits spécifiques pour VNF, le titulaire cède irrévocablement et à titre exclusif à VNF, tous les droits de propriété intellectuelle attachés à la commande, tant partiels que définitifs, dont il a la charge pour l'exécution dudit achat, notamment les droits de reproduction, représentation, adaptation, usage, distribution, et ce pour toutes les durées de protection des droits d'auteur reconnues par les dispositions légales, les prolongations ou prorogations éventuelles ou futures et ce pour la France et l'Europe.

V.N.F. peut librement utiliser les résultats même partiels des prestations. VNF a le droit de reproduire, c'est-à-dire de fabriquer ou faire fabriquer, des objets, matériels ou constructions conformes aux résultats des prestations ou à des éléments de ces résultats. VNF peut communiquer à des tiers, les résultats des prestations, notamment les dossiers d'études, rapports d'essais, documents et renseignements de toute nature provenant de l'exécution de la commande.

VNF peut librement publier les résultats des prestations. Cette publication doit mentionner le titulaire. Le titulaire ne peut faire aucun usage commercial des résultats des prestations sans l'accord préalable de VNF. Le titulaire ne peut communiquer les résultats des prestations à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec l'autorisation de VNF. La publication des résultats par le titulaire doit recevoir l'accord préalable de VNF. Sauf stipulation contraire de cet accord, la publication doit mentionner que la prestation a été financée par VNF.

14 Pénalités

14.1 - Dispositions générales

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, les pénalités sont encourues sans mise en demeure préalable, sur simple constatation du maître d'ouvrage, sauf stipulation expresse du présent CCAP.

Les montants des pénalités sont en euros hors taxes. Leur montant est exprimé en valeur de base (mois M0 du marché défini à l'Acte d'engagement), hors TVA.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 35,0 % du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

Les pénalités sont cumulables et non compensables.

Les pénalités ne constituent pas la contrepartie d'une livraison de biens ou d'une prestation de service. Dans le cas de cotraitants d'un même groupement pour lesquels le paiement des prestations est effectué sur des comptes séparés, les pénalités sont réparties entre les cotraitants conformément aux indications données par le mandataire du groupement. Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du Maître de l'ouvrage.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Pour le calcul des jours de retard, le jour de la date limite et le jour de la date réelle de remise du document ne sont pas pris en compte ; ne sont comptabilisés que les jours ouvrés intermédiaires entre ces deux dates.

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1 du CCAG-PI, les montants de ces pénalités sont définis dans les paragraphes qui suivent.

14.2 - Pénalités de retard dans l'exécution des prestations et remise des documents

En cas de retard dans l'exécution des délais définis au CCTP, le Titulaire subit une pénalité journalière fixée, par dérogation à l'article 14.1 du CCAG PI, à 75€ par jour de retard, applicable à l'ensemble des livrables sans distinction.

Tous les documents (exemples : supports et compte-rendu de réunion, formulaire, document administratif...) ainsi que le retard dans l'actualisation d'un document demandée par le maître d'ouvrage sont concernés par cette pénalité :

- Retard sur l'élaboration du PGCSPS, de la notice en matière de SPS, du PGC simplifié, du PPS ou du cahier des charges en matière d'hygiène et de sécurité pour les interventions en régie.
- Retard de l'avis sur un document d'étude.
- Retard de l'élaboration d'une pièce ou clause à insérer dans un DCE.
- Non-transmission des Dossier d'Intervention Ulérieur sur l'Ouvrage (DIUO) dans les délais fixés.
- Non-transmission des dossiers d'expertise dans les délais fixés.
- Non-respect du calendrier des réunions du CISSCT.

Il est autorisé deux rendus intermédiaires avant le rendu définitif validé par le MOA sans que cela n'entraîne de pénalités.

Tout rendu intermédiaire supplémentaire au-delà des deux prévus, qu'il soit dans le délai ou non fera l'objet d'une pénalité forfaitaire de 5% du montant de la mission. Cette pénalité est cumulative.

Tout rendu effectué hors délai, fera l'objet d'une pénalité journalière forfaitaire (cf. ci-après). Le MOA arrêtera le nombre de jours de retard pour le calcul des pénalités à la date du rendu du document. En cas d'envoi de document de manière échelonnée dans le temps, la date d'arrêt du délai sera la date de la dernière remise de document.

Si ce dernier répond aux attentes du Moa alors il sera considéré comme définitif et validé par le MOA. Le cas échéant, le décompte des jours de pénalités reprendra dès que le Moa aura adressé l'intégralité des remarques au titulaire en déduisant la période d'analyse et de validation du MOA. Les échanges mails serviront de justificatifs pour l'arrêt et la reprise du décompte des jours de pénalités.

14.3 - Pénalités pour absence à une réunion ou visite de chantier

Toute absence non excusée d'un représentant qualifié du titulaire ou d'un de ses sous-traitants désignés à une réunion ou visite de chantier à laquelle il aura été dûment convoqué au moins une semaine avant la réunion sera pénalisée. Les pénalités sont de 300€ par absence. Est considérée également comme une absence, la représentation du titulaire par une ou des personnes non qualifiées.

14.4 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Pénalité pour absence de visites inopinées	unitaire	100 €	Le titulaire se voit appliquer une pénalité pour non-réalisation de visite inopinées sur le chantier telle que définie à l'article 5.3 du CCTP : cent (100) euros par visite.
Pénalité pour manquement à un devoir de conseil	forfaitaire	1 000 €	Une pénalité forfaitaire de 1 000 € HT sera systématiquement appliquée pour toute erreur manifeste du titulaire en cas d'absence d'information immédiate au MOA sur un danger imminent lors de la phase de réalisation, dès que ce danger est porté à la connaissance du MOA sans avoir été signalé par le CSPS.
Pénalité pour absence du RJC à jour sur chantier	forfaitaire	250 €	Une pénalité forfaitaire de 250 € HT sera systématiquement appliquée en cas de non-disponibilité du Registre Journal de la Coordination tenu à jour sur le chantier, constatée par le MOA et/ou MOE.
Pénalité pour absence du PGC sur chantier	forfaitaire	250 €	Une pénalité forfaitaire de 250 € HT sera systématiquement appliquée en cas de non-disponibilité du Plan Général de Coordination tenu à jour sur le chantier, constatée par le MOA et/ou MOE.
Pénalité pour absence du PPSPS sur chantier	forfaitaire	250 €	Une pénalité forfaitaire de 250 € HT sera systématiquement appliquée en cas de non-disponibilité du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé tenu à jour sur le chantier, constatée par le MOA et/ou MOE.
Pénalité pour non conformité du PGC, RJC et tenue des documents divers	forfaitaire	250 €	Une pénalité forfaitaire de 250 € HT sera systématiquement appliquée en cas de non-respect des prescriptions du CCTP concernant la tenue du PGC, du RJC et de tout autre livrable documentaire, notamment en ce qui concerne leur mise à jour et leur complétude demandée par le MOA et/ou MOE..

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Pénalité pour non-conformité du DIUO	forfaitaire	1 000 €	Une pénalité forfaitaire de 1 000 € HT sera appliquée à la remise du DIUO si le titulaire n'intègre par les remarques du MOA et les exigences du CCTP après deux rendus intermédiaires avant le rendu définitif.
Pénalité pour absence de signature des entreprises sur le RJC	unitaire	50 €	Une pénalité de 50 € HT, sera appliquée pour chaque constat effectué par le MOA et/ou MOE concernant l'absence de signature des entreprises sur les sujétions consignées sur le chantier (phase de réalisation).
Pénalités pour retard dans la transmission et l'actualisation des comptes-rendus	journalière	50 €	Une pénalité de 50 € HT, par jour ouvré de retard et par document, sera appliquée en cas de retard dans la diffusion ou l'actualisation compte-rendu de réunion de visites de chantier dans le cadre du RJC.
Pénalité pour remplacement d'une personne de l'équipe dédiée	forfaitaire	500 €	Une pénalité forfaitaire de 500 € HT sera systématiquement appliquée pour chaque changement de personne de l'équipe dédiée nommément désignée et contractualisée à l'annexe 6 « Équipe dédiée » de l'acte d'engagement.
Pénalité pour non-respect de la réglementation en vigueur concernant les travailleurs détachés ou étrangers,	forfaitaire	1 000 €	Le titulaire sera soumis à une pénalité forfaitaire de 1000 € sur simple constat (et sans mise en demeure préalable). Cette pénalité ne pourra en aucun cas exonérer le titulaire des poursuites prévues par la législation.
Pénalités pour non respect d'un engagement contractuel	journalière	200 €	La pénalité sera appliquée à compter de la date du non-respect de la disposition contractuelle autre que ceux précités jusqu'à ce que le titulaire se remette en conformité avec les termes du marché.

15 - Responsabilités et assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-PI, préalablement à la conclusion du marché, le titulaire doit fournir à VNF les attestations d'assurance établies par sa compagnie d'assurance, valables à la date d'effet du marché.

15.1 - Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

15.2 - Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés. En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Leurs polices doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre.
- dommages matériels et/ou immatériels : 900 000 € par sinistre.

15.3 - Dispositions communes

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-PI, pour justifier l'ensemble de ces garanties, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au maître de l'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de leur mission.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le titulaire devra justifier, y compris pour ses éventuels sous-traitants, qu'il a acquitté ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent projet sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Il notifiera au maître d'ouvrage toutes modifications affectant son contrat d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ...)

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à la charge du titulaire.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation du marché

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Lille est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

19 - Clauses complémentaires

Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du PA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du PA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 41.1 du CCAG-PI.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.
Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.
En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail.

Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.
La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N° du ayant pour objet
Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 11 du présent Cahier des Clauses Particulières.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a) Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b) Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :

- o les salariés détachés par ses soins,

- o les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,

- o ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.

- une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 41.1 du CCAG-PI.

c) Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

20 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP	déroge à l'article	4.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 5.3 du CCAP	déroge à l'article	13.1.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 10 du CCAP	déroge à l'article	4.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 10.4 du CCAP	déroge à l'article	3.4.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 13 du CCAP	déroge à l'article	35 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14.1 du CCAP	déroge à l'article	14.1.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14.1 du CCAP	déroge à l'article	14.1.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14.1 du CCAP	déroge à l'article	14.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14.2 du CCAP	déroge à l'article	14.1 alinéa 2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 15 du CCAP	déroge à l'article	9 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 15.3 du CCAP	déroge à l'article	9.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles